Le blé noir

L’extrême droite et l’écologie

par Stéphane François

 Quelles sont les racines des revendications écologistes d’extrême droite ? En France, s’y mêlent des éléments d’anticapitalisme, la tradition libertarienne et un néosurvivalisme. Derrière la défense du vivant et la protection de la nature se cache surtout une écologie des populations.

Si le Front national/Rassemblement national ne s’intéresse guère à l’écologie que par électoralisme, ne prenant pas de mesures concrètes lorsqu’il accède au pouvoir, différents individus et structures ont développé ces dernières années un discours écologiste à l’extrême droite, tout en refusant l’étiquette « écolo » jugée disqualifiante. Ce discours n’est pas nouveau en France ; il a des racines profondes. Il puise dans un romantisme politique faisant l’éloge d’une nature indomptée, et partage avec l’écologie de « gauche » une certaine volonté de décroissance. Mais il reprend aussi bon nombre des thématiques qui ont structuré la pensée conservatrice (rejet de la technique, organicisme identitaire, etc.). En outre, contrairement à ce qu’on pourrait croire, dans notre pays, la formalisation d’une pensée écologiste à l’extrême droite remonte moins à Barrès ou Pétain qu’à la Nouvelle Droite, via d’anciens SS français. Faire la généalogie de cette pensée, en rappelant le parcours de ceux qui contribuèrent à lui donner ses contours théoriques, jette un éclairage historique cru sur certaines manifestations contemporaines.

Des anciens SS à la Nouvelle Droite

En France, les premières préoccupations écologistes à l’extrême droite datent des années 1950. Elles se différencient du ruralisme définissant les campagnes comme des conservatoires d’un mode de vie familial et moral traditionnel incarné malgré eux par des écrivains ruralistes comme Henri Pourrat ou Charles-Ferdinand Ramuz, et défendu par le régime de Vichy. Le ruralisme, qui ne cherche pas à préserver la biodiversité, peut difficilement être qualifié d’« écologique », contrairement au discours d’Henry Coston (1910-2001), vieux militant antisémite d’extrême droite, lequel entretenait des liens personnels avec des pionniers français de l’agriculture biologique, notamment avec l’équipe de *La Vie claire*. En 1995, Coston intitule encore un pamphlet *Non ! L’écologie n’est pas de gauche.*

Cette écologie aux assises identitaires (au sens idéologique du terme), n’a réellement commencé à être théorisée qu’à compter des années 1970. L’ancien SS français Maurice Martin (1920-2002), autodidacte usant de plusieurs pseudonymes – Robert Dun pour le plus connu, mais aussi Régis Soubeyran et Fernand Chabriat –, a soutenu une forme d’écologie radicale d’extrême droite, aux accents décroissants, dès le début des années 1970, en particulier dans une revue intitulée *L’Or vert*. Influencé par son expérience dans la SS, il a publié un grand nombre d’articles exaltant l’enracinement, le racialisme, l’antimatérialisme, le néopaganisme. En ce sens, il peut être considéré comme l’un des précurseurs de l’écologie identitaire, et surtout comme un passeur d’idées faisant le lien entre différentes générations : les anciens nazis, les militants des années 1970/1980 comme Pierre Vial, et ceux des années 2000, qui ont publié ses textes et articles, en particulier aux Éditions du Crève-Tabous.

Lors de son décès, le néodroitier et théoricien identitaire Pierre Vial lui rend hommage dans *Terre & Peuple*, avec un article intitulé « En mémoire/Mon camarade Robert Dun »[[1]](#footnote-1). Dun a effectivement été un compagnon de route de la Nouvelle Droite. À l’instar d’autres anciens SS (Henri Fenet, Yves Jeanne, Pierre Bousquet, Robert Blanc), il participe aux publications et/ou aux activités de la Nouvelle Droite jusqu’au milieu des années 1980. Dun a également transmis à certains néodroitiers un néopaganisme « nietzschéen » aux accents écologiques. En effet, la pensée de Nietzsche sera récupérée, après avoir été déformée, à partir des années 1970, par une frange de l’extrême droite, en particulier néopaïenne, qui en fit une référence doctrinale importante. Dun publie d’ailleurs en 1983 une traduction d’*Ainsi parlait Zarathoustra* au Livre-club du Labyrinthe (la maison d’éditions de la Nouvelle Droite). Cependant, Dun a surtout influencé la frange la plus *völkisch* – terme difficile à traduire qui associe les idées de peuple, de nation et de communauté dans un sens racial – de la Nouvelle Droite, en particulier Terre et Peuple de Pierre Vial, Jean Haudry et Jean Mabire.

Toutefois, la Nouvelle Droite n’a pas toujours professé pareil intérêt pour l’écologie, car durant un temps, elle a fait l’éloge de la technique et du caractère prométhéen de la civilisation européenne. Dans les années 1970, Alain de Benoist refusait le catastrophisme écologique, tout en reconnaissant la dégradation effective de l’environnement depuis le début du xxe siècle et la responsabilité de la société marchande. À l’époque, il considérait que la pensée écologique était la conséquence d’un complexe de culpabilité provenant du christianisme. Pour la Nouvelle Droite des années 1970, marquée par le positivisme, la nature reste la propriété de l’Homme. Il peut et doit la faire fructifier et la mettre en valeur, l’anthropiser, mais en respectant une certaine modération qui la préserve de la tentation prométhéenne.

Alain de Benoist, qui considérait avec dédain les précurseurs de l’écologie, avant d’en reprendre vingt ans plus tard les thématiques les plus antitechnologiques, a fait de la Nouvelle Droite la principale structure ayant conceptualisé une forme d’écologie à l’extrême droite. Elle fut, aussi et surtout, le levier d’influence intellectuelle et l’aiguillon théorique le plus important de la droite radicale française, ses textes étant lus, commentés et traduits tant en Europe (Allemagne, Italie, Russie principalement) qu’aux États-Unis. Depuis trente ans, la Nouvelle Droite a permis la diffusion et l’acclimatation de discours fortement écologistes et décroissants dans les autres tendances de l’extrême droite.

Les positions ont évolué lorsqu’elle a intégré la philosophie antimoderne, anti-Lumières et « enracinée » de Martin Heidegger, constaté la mondialisation naissante, et théorisé en retour la question identitaire. Cette forme d’écologie, à la fois antimoderne et antioccidentale, a servi de modèle à d’autres militants du même courant politique, en particulier de la tendance identitaire, qu’elle a contribué à théoriser. Nous pouvons définir cette idéologie comme la nécessité pour les groupes ethno-culturels de préserver les particularismes culturels, religieux et raciaux du métissage et de l’indifférenciation : c’est le droit à l’« identité ». Les formations « identitaires » souhaitent, en outre, la recomposition de l’Europe sur des bases ethniques, régionalistes, fédéralistes et néopaïennes. Cet ethnopluralisme refuse le nationalisme.

Au milieu des années 1980, le corpus théorique néo-droitier accueille Nietzsche, référence intellectuelle majeure de la « Révolution Conservatrice » allemande. Les textes de ce courant intellectuel et politique sont alors redécouverts et relus, en particulier ceux de Martin Heidegger. Influencés par le vitalisme nietzschéen, les principaux théoriciens de ce courant intellectuel de l’extrême droite allemande des années 1920 développaient un discours rejetant le monde moderne et industriel qui émergeait alors. Ils s’opposaient à l’urbanisation et à l’industrialisation de l’Allemagne, au nom du risque de décadence spirituelle de celle-ci, proposaient en retour une doctrine de « libération des peuples », un régionalisme. Ils étaient aussi peu marqués par le christianisme. Parmi eux, les tenants de l’idéologie *völkisch* développaient une conception ethniciste et enracinée de l’écologie. Pensons, par exemple à Willibald Hentschel (1858-1947), qui soutenait l’idée que la dégénérescence de la civilisation allemande ne pouvait être vaincue que par un retour à une vie saine, loin des villes, et par l’eugénisme. On la retrouve aujourd’hui chez leurs héritiers contemporains, parmi les plus radicaux du paysage extrême droitier.

Cette Nouvelle Droite, en renouvelant ses références et en mobilisant des intellectuels de gauche (Robert Jaulin, Serge Latouche, Alain Caillé, etc.), certains ayant accepté de discuter avec elle (Jaulin ou Latouche par exemple), d’autres le refusant pour éviter d’être manipulés et récupérés (Caillé), a progressivement, à compter des années 1970, dégagé les prémisses identitaires des restes de nazisme.

Le Front national découvre l’écologie

Les idées écologistes de la Nouvelle Droite ont été reprises par d’autres tendances de l’extrême droite, la plus importante étant le Front national (FN), devenu en mars 2018 le Rassemblement national. L’écologie apparaît au sein des programmes du FN au début des années 1990, dans une optique identitaire, sous l’impulsion de Bruno Mégret, issu lui aussi de la Nouvelle Droite. Pour celui-ci, il s’agissait de donner une direction nouvelle au FN, en montrant qu’il était soucieux de préserver l’environnement. Cela apparaît lors du congrès de Nice des 31 mars et 1er avril 1990 où l’écologie est rehaussée dans un sens identitaire, car, pour les responsables frontistes, être écologiste, c’est vouloir préserver le milieu nécessaire à la survie et à l’épanouissement des espèces vivantes endémiques. Dans cette optique, les « véritables » écologistes sont ceux qui prennent en compte l’immigration comme un facteur déterminant de déséquilibre culturel et/ou ethnique. À la suite de la scission mégrétiste, la thématique est mise de côté. Le FN part de loin sur ces questions. En 2010, Jean-Marie Le Pen considérait encore l’écologie comme un passe-temps de « bobo » : il est vrai qu’il se plaçait dans une tradition de libéralisme économique, voire d’ultralibéralisme. Aux journées d’été du FN en 2011, sa fille Marine, la nouvelle présidente frontiste, avait surtout insisté sur plusieurs thèmes classiques de l’extrême droite islamophobe : l’arrivée massive d’une population extra-européenne ; inassimilable du fait du nombre ; ayant une culture trop différente de celle des Européens, ce qui rendrait toute tentative d’intégration impossible.

L’intérêt du Front national pour l’écologie est donc très récent : son programme présidentiel de 2012 était quasiment silencieux sur cette question, contrairement à d’autres tendances de l’extrême droite, qui s’intéressent à l’écologie depuis la fin des années 1980, tels les nationalistes-révolutionnaires ou les néo-droitiers. Dans ce programme, le parti frontiste ne défendait qu’une forme de protection de la faune et de la flore, ainsi qu’une défense des paysages. Enfin, le FN se montrait sceptique vis-à-vis des énergies renouvelables.

Les dernières positions du FN, pourtant considérées comme écologistes par ses membres, vont à l’encontre des écologistes qui refusent l’exploitation du gaz de schiste. Dans le cas du FN, nous sommes plus dans le cadre de « l’écologie superficielle » (simple gestion des ressources naturelles) que dans « l’écologie profonde » (qui souhaite un changement de civilisation) : il s’agit plutôt d’une forme de développement durable, sans volonté de rupture civilisationnelle. Cette conception de l’écologie développée par le Front national est considérée comme une impasse par les écologistes d’extrême droite, car elle ne rompt pas avec le modèle productiviste issu des Lumières. Par ailleurs, l’idée d’une « écologie patriote » peut sembler étrange, et assez peu cohérente du point de vue doctrinal, car l’écologie est plutôt girondine, défendant et promouvant les particularismes régionaux et culturels. Il est enfin paradoxal que le FN défende à la fois l’écologie et les « Bonnets rouges » bretons qui se sont mobilisés en 2013 en Bretagne contre le projet d’écotaxe autoroutier mais défendaient par ailleurs une agriculture productiviste.

Derrière l’écologie, un discours identitaire

 L’écologie d’extrême droite se décline en plusieurs thèmes. L’un des plus importants, largement conceptualisé par la Nouvelle Droite, est de concevoir les populations comme des groupes ethniques essentialisés se partageant des territoires qui leur seraient propres, une thématique aujourd’hui reprise par le Rassemblement national, après avoir été introduite par Hervé Juvin durant la campagne des élections européennes du printemps 2019. Celui-ci, élu député européen sur la liste de ce parti, est connu depuis le début des années 2010 pour ses positions sur l’écologie, l’identité et le localisme.

En ce sens, l’écologie d’extrême droite suppose une gestion des populations, essentialisante, régie par une mixophobie, c’est-à-dire un refus du métissage (physique ou culturel). Il s’agit de préserver les cultures et les diversités humaines, c’est-à-dire des identités qui seraient spécifiques. De ce fait, l’écologie ne consiste pas seulement à protéger les espèces animales, mais également à préserver la diversité des peuples… Cette peur du mélange est consubstantielle au différentialisme prôné. En effet, le racisme a fait place, à compter de la seconde moitié des années 1970, à un ethnodifférentialisme radical, réinterprété ici à la fois dans le sens d’un relativisme radical et dans celui d’une mixophobie. Les groupes d’extrême droite sont passés de la promotion agressive de la « race blanche » et de sa culture dans les années 1960 à une position défensive durant la décennie suivante, au nom de la différence et du risque d’ethnocide de la « race blanche », c’est-à-dire une sorte de génocide ethnique, par métissage et uniformisation des pratiques culturelles.

Cet ethnodifférentialisme s’oppose à l’assimilationnisme. Il peut être défini à la fois comme un droit à la différence, et par conséquent un droit à la défense des identités et des cultures des peuples, y compris des immigrés sur le sol européen, et comme une manifestation de l’enracinement dans un territoire. Ces milieux d’extrême droite, en défendant la diversité des cultures, la différence, s’opposent également à l’uniformisation occidentale, c’est-à-dire explicitement à l’universalisme occidental et au modèle états-unien de développement. Selon cette conception, l’idéologie des droits de l’homme, universaliste, ne serait qu’un facteur d’acculturation et de domination, l’Occident s’érigeant en juge moral du genre humain.

Cet ethnodifférentialisme peut aussi évoluer vers un système ségrégationniste, tout mélange ou même au simple contact entraînant une perte de la différence – voire vers une politique anti-immigrationniste, les immigrés extra-européens devant retourner « chez eux » pour retrouver « leurs racines », voire pour les plus racistes de ces ethnodifférentialistes, leur « environnement naturel ». Cet ethnodifférentialisme se fonde également sur l’idée selon laquelle il existerait des races humaines ayant leur propre genèse : ces groupes font la promotion de la thèse du polygénisme. En effet, l’extrême droite défend l’existence de différentes espèces humaines, elles-mêmes à l’origine des différentes cultures.

L’écologie, de ce point de vue, consisterait à préserver cette diversité par le maintien des « races » dans leur environnement naturel, comme les animaux... Cette écologie des populations postule l’incompatibilité des cultures en elles. L’écologie d’extrême droite n’est donc pas uniquement une défense de la nature. Il s’agit aussi d’une écologie des populations (dans le sens de la discipline universitaire – démécologie – étudiant l’impact des populations sur l’environnement) aux assises foncièrement différentialistes et antimodernes, terme à pendre dans le sens d’un rejet des Lumières dans leur ensemble, et des valeurs philosophiques et politiques qui en découlent. Derrière la défense de l’écologie, il y a chez ces militants la nostalgie d’un monde fermé, traditionnel, respectueux des particularismes régionaux et culturels. Cette vision du monde postule un retour à un état premier, organique, dans lequel l’homme aurait vécu en harmonie avec la nature, dans une société traditionnelle.

Le refus du libéralisme et des sociétés ouvertes

 Le deuxième grand thème dont se réclament la plupart des écologistes d’extrême droite est le rejet de la société libérale, du progressisme et du capitalisme. Alain de Benoist, suivi par d’autres, est persuadé du prochain effondrement de la société occidentale et sa pensée se mâtine, depuis le début des années 2010, de survivalisme, ou plutôt d’un néosurvivalisme, intégrant décroissance et écologie, davantage porté sur l’indépendance par rapport au système économique.

On retrouve ici le rejet des Lumières, en tant que système philosophique ayant engendré le libéralisme (économique, politique, philosophique) et comme origine du rationalisme contemporain. Ce double rejet se manifeste au travers de celui du progressisme à la fois technique et sociétal. La critique des Lumières sera abordée ici sous deux angles : d’abord celui de la technophobie, prise comme une résistance à la technique, puis sous celui de l’antimodernité. Selon ces théoriciens, le technicisme et les découvertes scientifiques ont coupé l’homme des bienfaits de la nature. Ce fut particulièrement le cas de la césure provoquée au xviie siècle par le cartésianisme, qui désacralisa la nature, et qui transforma l’animal en une sorte de machine vivante, sans sentiment, esprit ou intelligence. Les hommes du xviie siècle seraient alors entrés dans une ère technocratique, dans laquelle nous vivrions encore. Cette critique n’est certes pas propre à l’extrême droite, qui conteste en outre ce désenchantement du monde et la fin des sociétés traditionnelles.

Elle refuse enfin la conception progressiste de l’illimitation. En ce sens, le recours à l’écologie par l’extrême droite permet le refus de l’« idéologie du progrès », sans pour autant reprendre les vieilles antiennes contre-révolutionnaires. Ce discours est l’une des conséquences de l’extrême droite pour la pensée heideggerienne, antimoderne et surtout très critique quant au progrès et à la technique…

Dans ces discours, la communauté devient l’une des formes possibles de dépassement d’une modernité finissante. Le communautarisme permettrait aussi d’arrêter la dissolution du lien social, caractéristique, selon les théoriciens communautariens, de notre époque individualiste. Paradoxalement, les théoriciens d’extrême droite, très souvent violemment anti-américains, mobilisent principalement des auteurs nord-américains comme Sandel, Walzer ou Taylor. Mais ce paradoxe n’est qu’apparent : la droite radicale française n’a jamais cessé de lire les productions intellectuelles états-uniennes, tant au sein de sa mouvance (les suprémacistes blancs ou l’*alt-right*) qu’à l’extérieur de celle-ci.

Cette pensée relève d’un refus de l’individualisme, très prégnant dans l’extrême droite anti-américaine : l’individualisme est vu comme la caractérisation d’un sujet désengagé, indépendant de ses semblables, censé trouver en lui-même ses raisons d’être essentielles. Cette pensée peut être vue comme une réponse philosophique aux maux dont souffriraient les sociétés modernes occidentales, en particulier l’individualisme. Ses théoriciens ont constaté que des valeurs fondatrices (citoyenneté, solidarité, courage civique) de nos sociétés ne sont plus ni respectées, ni partagées. La pensée communautarienne offrirait, selon eux, aux personnes qui le souhaitent de ne pas se couper de leurs racines, de maintenir vivantes leurs structures de vie collectives, et de ne pas avoir à payer leur respect d’une nécessaire loi commune de l’abandon de la culture qui leur est propre.

La notion de communauté revient, dans certains cas, à réhabiliter les patries charnelles, concrètes, chères aux milieux étudiés ici, dans le prolongement de l’organicisme de Maurice Barrès, théoricien de « la Terre et des Morts », ou de celui de Charles Maurras, qui opposait le « pays réel » au « pays légal ». Cette notion de communauté renvoie aussi à des pratiques sociales supposées disparues : la réciprocité, l’entraide, la solidarité, les valeurs partagées, etc. De ce point de vue, le mythe de la communauté et du retour à la nature qui lui est associé permet de conceptualiser de nouveaux modèles de société. Ce mythe porte en lui une forte contestation de la réalité. Il donne du sens aux déceptions et aux frustrations, permet l’élaboration des projets de régénération de l’ordre social, et enfin nourrit l’attente d’un bouleversement radical et de l’avènement d’un « homme nouveau ».

Globalement, les groupes de la droite radicale font aujourd’hui la promotion d’un retour à la ruralité, à un mode de vie frugal, quasi autarcique, respectueux de la nature dans un monde de communautés anticapitalistes et enracinées calqué sur les sociétés pré-étatiques.

Une écologie irrationnelle

Cette évolution a permis la redécouverte d’un pionnier de l’écologie d’extrême droite : Richard Walther Darré (1895-1953), agronome, général SS, théoricien nordiciste, adepte de l’agriculture biodynamique, une forme mystique d’agriculture biologique théorisée dans les années 1920 par Rudolf Steiner. S’il ne fut pas un nazi de « premier plan », il eut une influence sur la SS, notamment en ce qui concerne l’agriculture biologique. En effet, Darré était un disciple de Rudolf Steiner, le fondateur de la Société anthroposophique (tout comme d’autres nazis tels que Rudolf Hess, Robert Ley, Alfred Rosenberg ou Wilhelm Frick). Cependant, bien que la Société anthroposophique fût accusée plusieurs fois d’être un mouvement raciste, elle n’est pas d’extrême droite – elle est aussi régulièrement épinglée en tant que phénomène sectaire, ses pratiques irrationnelles, en particulier son rejet de la vaccination, étant relevées par les rapports de la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes). Tous les adeptes de la biodynamie ne sont pas des militants extrémistes de droite.

Les écologistes d’extrême droite ont développé un discours empreint de religiosité et d’irrationalisme. Ils cherchent à compenser la « sortie de la religion » due, en grande partie, à l’avènement du monde moderne honni, à un rationalisme supposé desséchant. Ils s’approprient l’idée heideggerienne d’une technique moderne correspondant à l’achèvement de la métaphysique. Cette domination de la technique s’accomplirait, selon ceux-ci, au détriment de la dimension théologique de la métaphysique qui en est écartée d’emblée, même s’il est vrai qu’il existe encore des approches métaphysiques qui s’attachent à Dieu. Les milieux analysés ici souhaitent « ré-enchanter » la société en renouant le pacte séculaire entre l’homme, le sacré et le monde, dans une optique identitaire et écologique. Ils se placent dans une évidente filiation heideggerienne, en particulier par leur critique de l’arraisonnement faustien du monde et leur vision décadentiste de l’histoire, bien que le philosophe n’ait jamais souhaité revenir à un âge d’or.

Pour les militants d’extrême droite, l’origine de cet « arraisonnement du monde » ne serait pas à chercher seulement dans l’autonomie de la technique, qui échapperait au contrôle des humains, mais également dans l’avènement de la modernité, issue de la rationalisation du monde, et dans la mondialisation et ses flux de populations. Pour sauver l’humanité et la Terre, il faudrait tourner le dos aux sociétés techniciennes et productivistes nées des Lumières que sont nos sociétés occidentales, sous peine de disparaître. Il faudrait, enfin, revenir aux sociétés traditionnelles du passé. Pour les militants d’extrême droite, les sociétés devraient se structurer de manière homogène et sécurisée, régie par le principe de l’organicisme. Leur utopie est celle d’une « société fermée », devant permettre la renaissance communautaire-identitaire, comprise en tant qu’ethno-communauté.

Selon les théoriciens de l’extrême droite – notamment Guillaume Faye (1949-2019) – la philosophie de Martin Heidegger permettrait le dépassement du christianisme, mais aussi la possibilité de revenir à une forme de paganisme écologique, postchrétien, la césure avec les religions païennes de l’Antiquité étant définitive. En effet, Heidegger a inventé une forme de néopaganisme original qui s’appuie sur les philosophes présocratiques pour éliminer toute référence judaïque ou romanisée, rejoignant ainsi les constructions théoriques de la Nouvelle Droite, foncièrement antichrétienne. Dès les origines de la Nouvelle Droite, les termes « tradition » et « indo-européen » renvoient explicitement à une réhabilitation du paganisme et parfois à des pratiques païennes. Ces militants rappellent, versets à l’appui, que dans que dans le monde de la Bible, l’arraisonnement de la nature désacralisée est un devoir qui s’inscrit dans le plan divin. Selon eux, les peuples européens ont su garder une vision moniste de l’écologie. De ce fait, le virage écologique était entériné par une posture doctrinale antiquisante. Ainsi le paganisme est devenu au cours des années 1980 l’une des références majeures de l’extrême droite la plus radicale. Depuis lors, des cadres importants de celle-ci s’en réclament ou se sont réclamés de cette forme de spiritualité.

Et à l’extrême droite catholique ?

Si les liens entre écologie et christianisme sont anciens – pensons, par exemple, à Bernard Charbonneau (<https://theconversation.com/bernard-charbonneau-ce-pionnier-meconnu-de-lecologie-francaise-130094>) –, l’extrême droite chrétienne, et en particulier catholique, n’a pas brillé par la promotion d’un discours écologique. Cela change en 2015 après la promulgation de la Bulle papale *Laudato Si*, où le pape François insiste sur la nécessité d’une écologie qu’il qualifie d’« intégrale ».

Les catholiques traditionalistes élaborent ensuite une forme d’écologie condamnant la « technoscience » au nom d’une « nature humaine » qui serait invariante et éternelle, car elle découlerait de la création divine, ce qui justifierait leur conception organiciste de la société. Ils discutent même avec la tendance néopaïenne, les points de convergence portant sur les problèmes de la bio-éthique, les questions de genre ou la décroissance.

Pour ces catholiques, il s’agit d’associer dans un même mouvement les enjeux sociaux, politiques et bioéthiques à ceux de l’environnement, car ils estiment que l’ensemble du vivant serait en interaction permanente, les enjeux sociétaux entrant en résonance avec la dégradation du milieu naturel et avec la marchandisation des corps. Aux techniques de reproduction artificielle répondraient ceux soulevés par la modification génétique des semences. L’écologie qu’ils appellent de leurs vœux est donc « intégrale », ainsi que le souhaitait le pape François – un pape qui n’a pourtant pas les faveurs de l’extrême droite. Elle associe considérations liées à la foi (refus de la chosification des embryons, de l’euthanasie, de l’indifférenciation sexuelle, du commerce des ventres, etc.) et d’autres, de nature écologique, comme la défense de la biodiversité, la décroissance, l’antiproductivisme, l’anti-technicisme, etc. Ils ajoutent également des considérations propres à l’extrême droite, comme le rejet de l’immigration.

Si ces convergences ne sont pas récentes, elles ont été facilitées par le fait qu’un certain nombre de valeurs défendues par les écologistes, en général, se situent – objectivement – dans le registre conservateur. L’écologie d’extrême droite qui nous intéresse ici défend en effet à la fois une dimension spirituelle, des valeurs contre-révolutionnaires, une radicalité antimoderne et antihumaniste. Mais il est vrai que des personnalités traditionalistes, tel l’abbé maurrassien Guillaume de Tanouärn issu de la Fraternité Saint-Pie X, discutent depuis longtemps avec les néopaïens, ou du moins avec des personnes ayant peu d’intérêt pour le christianisme, tandis que Le bloc identitaire ou Génération identitaire – récemment dissoute – tendent la main, depuis les « manifestations pour tous », aux catholiques, certains de leurs militants se convertissant, ou revenant, à la foi catholique.

Avec ce type de discours écologique, l’extrême droite la plus radicale, qui a – ne l’oublions pas – des aspects révolutionnaires, conçoit un discours aux assises et au contenus ouvertement réactionnaires. À partir de notre analyse, nous pouvons définir quelques invariants : il s’agit d’une écologie identitaire, païenne (ou du moins hostile au christianisme et aux religions monothéistes), qui rejette la technique et l’héritage des Lumières, et qui présente au début des années 2010 un tropisme survivaliste. Derrière le discours écologique, il y a une volonté affirmée de revenir à un monde fermé, enraciné, refusant la modernité. En ce sens, il s’agit bien d’un discours contre-révolutionnaire, mais qui trouve des réceptions indulgentes au sein de la mouvance écologique et de la décroissance. Le groupe néoluddiste Pièces et Main d’œuvres, référence à la fois pour une extrême gauche antimoderne et pour la Nouvelle Droite (Alain de Benoist, la revue *Krisis*), propose ainsi sur cette base une critique argumentée de la technique et de la modernité.

Publié dans laviedesidees.fr, le 20 avril 2021.

1. Pierre Vial, « En mémoire/Mon camarade Robert Dun », *Terre et peuple magazine*, n° 11, printemps 2002. [↑](#footnote-ref-1)